

# Climate Finance Day, le bilan des acteurs financiers français tiré sur 3 volets

<https://reclaimfinance.org/site/>

Des centaines d'acteurs du secteur de la finance se réunissent aujourd'hui, jeudi 29 octobre, au Palais Brongniart de Paris à l'occasion de la tenue de la 6ème édition du Climate Finance Day. Reclaim Finance fait le tri entre les vraies avancées et le greenwashing des acteurs financiers français et indique les efforts prioritaires à faire pour répondre à l'urgence climatique, sur trois grand volets.

## 1. En finir avec le charbon

- Faisant suite à l'engagement pris par la Place de Paris le 2 juillet 2019, 16 acteurs financiers français regroupés dans 10 groupes financiers ont tenu promesse et adopté des politiques robustes de sortie du charbon. 6 groupes n'en sont pas loin, mais plus de 10 n'ont toujours que des politiques lacunaires et insuffisantes : parmi eux se trouvent Carmignac Gestion, Covéa, Groupama, ODDO BHF AM, SMA, Tobam, Tikehau Capital, ou encore SCOR en tant que réassureur.

Pour faire le point sur où en est chaque banque, assureur, investisseur et gestionnaire d'actif, rendez-vous sur le [Coal Policy Tool](#) international et/ou sur la [version dédiée aux acteurs français](#).

**Le verdict est clair : l'échec collectif de la Place financière à tenir ses propres promesses démontre l'échec des engagements volontaires et le besoin de régulation. Nous appelons donc de nouveau le gouvernement français à sanctionner les acteurs financiers qui n'auraient pas de politique robuste de sortie du charbon d'ici la fin de l'année.**

- Il faut en revanche saluer l'effort de transparence fait par la Place avec la publication de l'[Observatoire de la finance durable](#). Hormis l'AFG, les fédérations n'ont pas tenté de maquiller les politiques de leurs membres sur le charbon en des politiques de sortie du secteur du charbon. **Malheureusement, le visiteur désireux d'en savoir plus va vite se perdre face à une masse de données non harmonisées et maladroitement présentées.** Nous saluons les données financières révélées par la FFA qui permettent de mesurer l'évolution de l'exposition absolue de ses membres au secteur du charbon.

Nous déplorons enfin le choix de la FBF de retenir une liste de 500 noms fournie par Trucost pour calculer l'exposition des banques françaises au charbon. Il aurait été beaucoup plus pertinent de faire le choix de la GCEL, avec plus de 700 groupes et des milliers de filiales, comme l'a fait la FFA, r

## 2. Stopper l'expansion des énergies fossiles

Eviter une catastrophe climatique exige certes une sortie du charbon mais aussi des mesures fortes sur les autres secteurs, à commencer par celui du gaz et du pétrole. La science est claire: limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C d'ici la fin du siècle nécessite d'arrêter dès aujourd'hui d'exploiter toute nouvelle réserve d'hydrocarbures et de développer toute nouvelle infrastructure polluante.

**Or, à l'heure actuelle, les politiques adoptées par les acteurs financiers sur le secteur demeurent des plus lacunaires en ne couvrant qu'une partie de certains sous-secteurs du gaz et du pétrole. La CDC est allée beaucoup plus loin que les autres, y compris que BNP Paribas, en excluant les entreprises tirant plus de 10% de leurs revenus d'activités dans les pétrole et gaz de schiste, sables**

bitumineux et ressources issues de la zone arctique.

Mais tous les acteurs oublient de tirer un trait entre les entreprises actives dans le gaz et le pétrole et celles qui s'y développent, y compris dans les secteurs les plus risqués, tels que les pétrole et gaz de schiste et en Arctique.

Nous faisons face aux mêmes limites que celles liées aux premières politiques adoptées sur le secteur du charbon, à savoir des politiques dont les seuls critères stricts se fondent sur une photo, en un instant T, de l'exposition relative d'une entreprise à une activité, et non sur des paramètres dynamiques liés à la trajectoire et au plan d'investissement de cette entreprise.

- Pour prendre un exemple, [Crédit Agricole et Natixis se sont engagés en mai 2020](#) à ne plus financer les entreprises spécialisées dans les pétrole et gaz de schiste. Outre ne porter que sur l'extraction et faire abstraction du reste de la chaîne de valeur, leur engagement ne permettra pas de couvrir les entreprises diversifiées, quand bien même elles figureraient parmi les plus gros développeurs du secteur. On peut citer Shell mais aussi [Total dont les vellétés dans les gaz et pétrole de schiste ont augmenté ces derniers mois](#), malgré ses soi-disant engagements pour le climat.
- Dans la même veine, rien n'assure que l'[objectif de Société Générale de diminuer de 10% son exposition au gaz et au pétrole](#) d'ici 2025 n'entraînera une diminution de ses financements au secteur et une rupture avec son soutien massif aux projets d'exportation de gaz de schiste tel que le [terminal Rio Grande LNG](#).

Il aura fallu 5 à 10 ans aux acteurs financiers français pour commencer à se doter de politiques sur le charbon robustes. Evitons de reproduire les mêmes erreurs car le temps presse. Les acteurs financiers doivent se doter dès maintenant de métriques et critères pertinents pour ne plus contribuer à l'expansion des énergies fossiles.

### 3. Ne plus être complice de la déforestation

Si la déforestation tropicale était un pays, ce serait le troisième plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde, juste après la Chine et les États-Unis. Le GIEC affirme que l'élimination de la déforestation est l'un des moyens les plus efficaces de mitiger le dérèglement climatique, en plus de représenter un enjeu majeur en termes de protection de la biodiversité.

Pourtant et malgré des prises de position croissantes sur ces deux enjeux, les politiques des institutions financières sur la lutte contre la déforestation ou conversion d'écosystèmes naturels sont lacunaires quand elles ne sont pas tout simplement manquantes.

Alors que la France et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) accueilleront en 2021 un One Planet Summit de la biodiversité à l'occasion de la tenue du Congrès mondial de la nature, il est urgent que le secteur financier se ressaisisse et adopte des mesures concrètes et spécifiques à même d'enclencher des transformations sectorielles et une baisse de la déforestation et conversion des écosystèmes naturels. Une première étape serait de conditionner tous services financiers aux négociants de matières premières agricoles comme le soja à l'application d'une politique zéro déforestation.

# Lutter contre la déforestation due au soja.

<https://reclaimfinance.org/site/>

## **Un système financier mis au service d'une transition vers des sociétés soutenables qui préservent les écosystèmes et satisfont les besoins fondamentaux des populations.**

Hier matin, nos amis partenaires de *Reclaim Finance*, *Canopée* et des *Amis de la Terre* se sont rendus au "Climate Finance Day" à Paris, l'événement de com' tant attendu par les acteurs financiers pour verdir leur image.

Grâce à la détermination de nos partenaires et au soutien des membres SumOfUs, **nous avons pu installer un panneau d'affichage immense juste à l'entrée de l'évènement !**

Lucie, une de nos amis de *Reclaim Finance*, qui participait aux conférences de l'événement a témoigné de l'impact sur les esprits : **notre action était LE sujet de discussion des participants.** En effet, nous étions immanquables : avant de rentrer à l'intérieur du bâtiment, **tous les participants ainsi que des journalistes, prenaient l'action en photos !**

On pouvait voir notre vidéo diffusée sur l'écran à plusieurs dizaines de mètres, jusqu'à l'autre bout de la place.

Ce n'est qu'un **premier avertissement public aux banques et autres entités financières impliquées dans la déforestation due au soja.**

Jusqu'à présents, seuls 5 acteurs financiers nous ont dit être prêts à en faire plus sur la question du soja, mais aucun ne s'est engagé à couper ses services aux entreprises qui poursuivent leurs pratiques destructrices.

**Vous vous doutez bien que nous n'allons pas en rester là.**

**Les premières victimes du soja sont les populations locales et autochtones.** Elles n'ont pu être parmi nous hier en raison de la crise sanitaire mais avec votre aide, Maurice, nous sommes déterminés à leur apporter notre soutien international tant que ce sera nécessaire.

**Et cela commence par le lancement d'une campagne internationale visant chacun de ces acteurs pour sa complicité.** Mais cela va nous demander d'avoir de la ressource, tant en énergie qu'en budget.

\*\*\*\*\*

Plus d'informations :

[Soja et déforestation : les acteurs financiers ne doivent plus être complices](#)

Note de Reclaim Finance. Octobre 2020

[Mettre fin aux importations de soja issu de la conversion d'écosystèmes naturels d'Amérique du Sud](#)

Rapport de Canopée. Septembre 2020

[Déforestation en Amazonie : des pistes pour mettre fin aux importations françaises de soja](#)

Actu-Environnement. 15 septembre 2020

[Déforestation: les banques mises en cause](#)

Journal de l'environnement. 1 septembre 2020.

[Le rôle des banques françaises dans la destruction des forêts mondiales](#)

Global Witness. 10 février 2020.